

communauté des trois parties de la couronne et sur l'indépendance d'Etat tchèque. La seconde pétition des Tchèques, envoyée à la cour dix jours plus tard, contenait presque exclusivement leurs postulats nationaux, et les Allemands s'en désintéressèrent complètement. Mais comme toutes les revendications tchèques étaient conformes aux principes révolutionnaires invoqués aussi par les Allemands, ces derniers ne pouvaient y trouver une occasion de discorde.

Mais d'autres points devaient prêter davantage à contestation. En y réfléchissant de plus près, les Allemands de Bohême reconnurent bientôt que la réalisation du programme national tchèque ne pouvait se faire en partie qu'à leurs dépens. Ils invoquaient bien les idées de justice et d'égalité, mais seulement en tant qu'il s'agissait de l'ennemi commun, de l'absolutisme. Au commencement les idées et les principes généraux communs les rapprochaient, mais à mesure que le but se précisait, les dissensions devaient forcément s'élever. Car les Allemands étaient naturellement égoïstes ce qui est, au fond, très compréhensible. Ils commençaient à s'apercevoir de la véritable force du mouvement tchèque, qui allait croissant et qui bientôt supplanterait tous leurs compatriotes allemands dans la vie publique. Dans l'Etat tchèque les Allemands seraient bientôt ce que les Tchèques étaient dans l'Etat autrichien. Cet égoïsme national était très naturel. Il aurait été très étrange qu'il ne se manifestât point.

A ces craintes secrètes et à ces considérations un mouvement du dehors donna une force irrésistible : le Parlement de Francfort. Francfort était la devise de tous les Allemands de 1848, épris de liberté et imbus des idées du droit de nationalité, qui